Document généré le 16 avr. 2024 00:56

Études internationales

Diplomatic Departures. The Conservative Era in Canadian Foreign Policy 1984-93.MICHAUD, *Nelson et Kim Richard* NOSSAL *(dir.). Vancouver et Toronto,* UBC *Press, 2001, xvii et 326 p.*

Stanislav Kirschbaum

Volume 34, numéro 1, mars 2003

URI : https://id.erudit.org/iderudit/006947ar
DOI : https://doi.org/10.7202/006947ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (2003). Compte rendu de [**Diplomatic Departures. The Conservative Era in Canadian Foreign Policy 1984-93.**MICHAUD, *Nelson et Kim Richard* NOSSAL *(dir.). Vancouver et Toronto,* UBC *Press, 2001, xvii et 326 p.*]. *Études internationales*, *34*(1), 165–166. https://doi.org/10.7202/006947ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

rité, la solidarité, l'efficacité opérationnelle et le réalisme. En octobre 1999, le Conseil européen de Tampere fournira au plan d'action de Vienne une nouvelle impulsion politique.

L'Europe et la sécurité intérieure, paru simultanément dans le périodique *Notes et études documentaires* (nos 5144-5145), s'adresse d'abord aux juristes et aux politologues. Son auteur, formé en droit communautaire et en sciences politiques, œuvre depuis plus de vingt ans à la Commission européenne, notamment comme chef de l'unité Relations inter-institutionnelles et stratégie de communication à la direction générale de l'Élargissement. Il est évident que Wenceslas de Lobkowicz maîtrise admirablement son sujet, mais comme il écrit pour les spécialistes, les lecteurs non initiés risquent d'être vite rebutés malgré leur intérêt pour la question.

Georges LABRECQUE

Département de sciences politiques et d'économie
Collège militaire royal du Canada, Kingston

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE – CANADA

Diplomatic Departures. The Conservative Era in Canadian Foreign Policy 1984-93.

MICHAUD, Nelson et Kim Richard NOSSAL (dir.). Vancouver et Toronto, UBC Press, 2001, xvii et 326 p.

Le titre de cet ouvrage est intéressant ; il suggère que la politique étrangère canadienne pendant l'ère Mulroney s'était distinguée de celle de ses prédécesseurs par la recherche et la mise en œuvre de nouvelles directions diplomatiques. Si les contributions de quelques auteurs confirment certains changements dans la diplomatie canadienne, comme par exemple la diplomatie active de Brian Mulroney lors des conférences du Commonwealth sur la question de l'apartheid, la majorité d'entre elles examinent en fait la politique étrangère du gouvernement conservateur de Brian Mulroney, ayant pour objectif de décrire les changements introduits par ce gouvernement. L'effort n'est pas seulement réussi, mais les dix-sept chapitres analytiques constituent une contribution majeure à l'histoire des relations extérieures du Canada. Ce n'est pas tout : de par leur rigueur dans la recherche et dans l'analyse ainsi que par leur méthodologie, les auteurs de chaque chapitre permettent à l'étudiant de bien saisir toute l'ampleur ainsi que toute la diversité de la politique étrangère canadienne. Cet ouvrage constitue en fait une contribution majeure au domaine des études canadiennes et restera une source inestimable pour ceux qui écriront l'histoire de la politique étrangère du Canada au vingtième siècle.

Des vingt personnes qui contribuent à l'ouvrage, la grande majorité sont des universitaires (quatorze professeurs, un chercheur et un étudiant), un est un diplomate canadien à la retraite, un est fonctionnaire provincial, une travaille au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et Barbara J. McDougall, auteure d'une préface très intéressante, était secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le gouvernement Mulroney.

Comment faut-il aborder l'analyse de la politique étrangère d'un nouveau gouvernement ? Dans leur

chapitre d'introduction, les deux directeurs de cet ouvrage posent une question à laquelle les autres auteurs vont tenter de répondre : est-ce que le nouveau gouvernement avait un programme de politique étrangère qu'il voulait réaliser ou avait-il, dans sa politique, simplement agi (ou réagi) au gré des circonstances ? C'est à Denis Stairs que revient en fait la paternité de l'approche ; dans le deuxième chapitre il pose la question ainsi : les responsables de la politique étrangère canadienne (le Premier ministre, son secrétaire d'État, certains autres ministres et les hauts fonctionnaires du ministère) avaient-ils été des architectes ou des ingénieurs ? De plus, dans quels domaines ce gouvernement s'était-il distingué de son prédécesseur ?

Dix auteurs abordent les domaines dans lesquels les Conservateurs de Mulroney avaient été obligés, par la force des circonstances, de définir leur politique étrangère. Ainsi Brian Tomlin examine-t-il le libre-échange avec les États-Unis, Tammy L. Nemeth, le domaine de l'énergie et nos relations dans ce domaine avec notre voisin du sud, Heather A. Smith, les questions de la protection de l'environnement, Rob Huebert, le Nord, Norrin M. Ripsman, Manon Tessier et Michel Fortmann, la politique de défense et le maintien de la paix et David Black, la politique de l'anti-apartheid. Il y a trois autres chapitres qui touchent des questions auxquelles des changements majeurs furent apportés et pas seulement en réponse aux événements : les relations fédérales-provinciales dans le domaine de la politique étrangère, en particulier la possibilité donnée au Québec de développer une « politique étrangère », question fort bien présentée par Luc Bernier, l'adhésion à l'Organisation des États Américains par Gordon Mace, le rôle du Canada dans les conférences sociales de l'ONU par Andrew F. Cooper et enfin une initiative diplomatique de bonne gouvernance à l'étranger, là, où il fallait la souligner, par Paul Gecelovsky et Tom Keating.

La troisième partie de l'ouvrage examine certains aspects du processus de la formulation de la politique (*policy-making*). J.H. Taylor offre la perspective d'un ancien diplomate ; il constate, à partir d'une perspective de plus de trente ans dans la carrière, que Mulroney et Joe Clark étaient en fait des « activistes » en affaires internationales. Le rôle des femmes dans la diplomatie canadienne et le féminisme en politique étrangère canadienne sont examinés par Claire Turenne Sjolander. Roy Norton touche à la question de l'influence des groupes ethniques au Canada dans la formulation de la politique étrangère. C'est une question qui peut être épineuse, surtout lorsque l'auteur ne fait pas attention à des différences importantes dans les communautés ethniques. Suggérer que les Slovaques au Canada auraient été plus tolérants que les Tchèques dans une coopération avec Prague (p. 244) fait preuve d'une absence flagrante de recherche sur la question. De plus, toutes les associations ethniques n'étaient pas représentatives de leurs communautés ; c'est certes le cas de la Czechoslovak Association of Canada, à laquelle il fait souvent référence, qui était de prépondérance tchèque et qui ne représentait aucunement la communauté slovaque. Enfin Nelson Michaud examine le

processus bureaucratique dans la préparation du Livre Blanc sur la Défense de 1987 et Kim Richard Nossal pose la question du style conservateur qu'il définit comme étant plutôt populiste.

Architectes ou ingénieurs ? Dans la conclusion, les deux directeurs acceptent l'observation de Stairs que les Conservateurs de Mulroney avaient été davantage des ingénieurs que des architectes, mais ils constatent aussi que « la politique étrangère conservatrice était plus pluridimensionnelle que la mémoire publique le reconnaît » (p. 293). Cet ouvrage met cette conclusion en évidence. Ce n'est pas son moindre mérite.

Stanislav KIRSCHBAUM

Programme d'études internationales
Collège Glendon, Université York, Toronto

RÉGIONALISME ET RÉGIONS – AMÉRIQUES

Integración regional de América Latina. Procesos y actors.

BEHAR, Jaime, Rita GIACALONE et Noemi B. MELLADO (dir.). Stockholm, Sweden, Institute of Latin American Studies, Stockholm University, 2001, 232 p.

Le livre rassemble onze rapports présentés lors du symposium sur la « Participation des acteurs sociaux du secteur productif à l'intégration régionale » organisé pour le 50e Congrès international des américanistes à Varsovie en juin/juillet 2000. Les auteurs sont des académiciens originaires du Mexique, du Pérou, de l'Argentine, du Venezuela et de la Suède. La variété des thèmes traités est importante, mais ils sont ordonnés par degré de généralité. Les premiers chapitres se concentrent sur les conséquences macro-économiques de l'intégration régionale. À la différence de la plupart des études sur ce sujet, les aspects commerciaux ne dominent pas et l'ouvrage aborde d'autres thèmes tels que le secteur financier et la coordination des politiques monétaires. Dans une deuxième partie, il est fait référence aux acteurs de l'intégration : le caractère de leur participation, les effets qu'ils doivent supporter et le rôle qu'ils sont amenés à jouer. Ces analyses correspondent à une tendance récente qui se préoccupe de la participation de la société à l'intégration.

La première étude de Jaime Basso analyse l'évolution du système financier en Amérique latine au cours de la dernière décennie. L'auteur se concentre sur la restructuration du secteur et la participation étrangère. Pour Basso, la libération et la dérégulation financière auront eu un rôle fondamental dans la croissance économique en permettant un plus grand flux d'investissement. Il envisage la perspective de l'intégration du secteur au niveau régional mais aussi global. Pour lui, la stabilité monétaire et financière est la condition pour la création d'un marché commun continental. Ce sujet est repris par Jaime Behar qui se penche sur le cas du Mercosur. Au départ, l'auteur se concentre sur les efforts qui devraient être entrepris pour coordonner les politiques macro-économiques et réaliser une union monétaire. Il focalise son analyse sur le degré de synchronisation des cycles économiques nationaux. Behar constate un manque de flexibilité, imputé aux structures économiques en place, qui empêche le Mercosur de faire face